**FORMULAIRE DE CANDIDATURE (FC)**

*Le Formulaire est un modèle de lettre de candidature qui doit être rempli par les sociétés candidates au Contrat pour présenter leur candidature.*

*En cas d’allotissement, ce formulaire peut être commun à plusieurs lots.*

*En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire et produit les renseignements ou documents demandés par CFI.*

***A NOTER :*** *Les sociétés candidates doivent remplir le formulaire et**les [parties grisées entre crochets].*

# Article ACHETEUR

**TRANSTELE CANAL FRANCE INTERNATIONAL**

**62 rue Camille Desmoulins**

**92130 Issy-les-Moulineaux**

# Article OBJET DE LA CONSULTATION

*Appui organisationnel et logistique des activités du projet Cameroun Média +.*

La présente consultation porte sur [à compléter].

# Article OBJET DE LA CANDIDATURE

La candidature est présentée :

1. pour le Contrat *(en cas de non-allotissement)* ;
2. pour tous les lots de la procédure de passation du Contrat ;

 pour le lot n°……. ou les lots n°…………… de la procédure de passation du Contrat *(en cas d’allotissement ; si les lots n’ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l’intitulé du ou des lots tels qu’ils figurent dans le Contrat).*

# Article PRESENTATION DE LA SOCIETE CANDIDATE

**La société candidate se présente seule :**

* **Nom commercial et dénomination sociale de la société candidate qui exécutera les prestations :** [à compléter]
* **Statut** :[à compléter]
* **Adresse postale du siège social** : [à compléter]
* **Adresse électronique :** [à compléter]
* **Numéro de téléphone :** [à compléter]
* **Numéro d’enregistrement, à défaut, numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de la société candidate** : [à compléter]

**La société candidate se présente sous la forme d’un groupement d’entreprises[[1]](#footnote-2) :**

conjoint[[2]](#footnote-3) OU  solidaire[[3]](#footnote-4)

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

non OU  oui

**Désignation du mandataire**

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

* **Nom commercial et dénomination sociale de la société candidate qui exécutera les prestations :** [à compléter]
* **Statut** :[à compléter]
* **Adresse postale du siège social** : [à compléter]
* **Adresse électronique :** [à compléter]
* **Numéro de téléphone :** [à compléter]
* **Numéro d’enregistrement, à défaut, numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de la société candidate** : [à compléter]

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné comme titulaire pressenti, un document d’habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

# Article IDENTIFICATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT ET REPARTITION DES PRESTATIONS

En cas de groupement, indiquer ci-dessous les informations relatives à ses membres :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°**  **du**  **Lot** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse postale du siège social, adresse électronique, numéro de téléphone, numéro d’enregistrement ou équivalent** | **Liste exhaustive de prestations exécutées** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

# Article RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA SOCIETE CANDIDATE

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Exercice  du ..................                  au .................. | Exercice  du ..................                  au .................. | Exercice                 du ..................                  au .................. |
| Chiffre d’affaires global (ne remplir que pour les trois derniers exercices) |  |  |  |

Lorsque les informations sur le chiffre d’affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle la société candidate a été créée ou a commencé son activité : ……./…………./……

# Article DECLARATION SUR L’HONNEUR

La société candidate complète, date et signe la déclaration sur l’honneur relative aux critères d’exclusion et à l’absence de conflit d’intérêts fournie en Annexe 1 au présent formulaire.

# Article SIGNATURE

|  |  |
| --- | --- |
| Nom :  Prénom :  Fonction : | *Je déclare présenter ma candidature dans le cadre de la consultation citée à l’Article 2 ci-dessus.*  Date :  Signature : |

# ANNEXE 1*:* DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION, A L'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERETS ET A LA DISPONIBILITE DU TITULAIRE PRESSENTI

***A NOTER :*** *il convient de compléter ou de supprimer les [parties grisées entre crochets]*

**Objet du contrat :** [à préciser]

[Le][La] soussigné[e] (*nom du signataire du présent formulaire*) :

* agissant en son nom propre

ou

* agissant en qualité de représentant de la personne morale suivante :

dénomination sociale :

statut :

adresse du siège social :

1. déclare qu’il/qu’elle ne se trouve pas dans une situation mentionnée aux articles L. 2141-1 à L. 2141-4 du Code de la commande publique et notamment dans une situation faisant qu'il/qu'elle :
2. est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
3. a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente d'un État membre ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;
4. a commis, en matière professionnelle, une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier, y compris par une décision de la Banque européenne d'investissement ou d'une organisation internationale ;
5. n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou ses obligations relatives au paiement de ses impôts selon les dispositions légales du pays où il/elle est établi(e) ou celles du pays de CFI ou encore celles du pays où le contrat doit s'exécuter[[4]](#footnote-5) ;
6. a fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de CFI ou de l’Etat français ;
7. fait l'objet d'une sanction administrative pour s'être rendu∙e coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par CFI pour sa participation à une procédure d'octroi d'une subvention ou de passation d'un autre contrat, ou n'a pas fourni ces renseignements, ou pour avoir été déclaré(e) en défaut grave d'exécution de ses obligations en vertu de contrats ou de subventions financés par le budget de CFI ou de l’Etat français.
8. déclare que les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle[[5]](#footnote-6) sur l'entité légale susmentionnée ne se trouvent pas dans la situation visée aux points b) ou e) ci-dessus ;
9. déclare qu’il /qu’elle :

g) ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts par rapport au contrat ; un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations ou d'intérêts communs ;

h) fera connaître, sans délai, à CFI toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts ;

i) n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, d'avantage, financier ou en nature, en faveur ou de la part d'une quelconque personne lorsque cet avantage constitue une pratique illégale ou relève de la corruption, directement ou indirectement, en ce qu'il revient à une gratification ou une récompense liée à l'attribution du contrat ;

j) a fourni des renseignements exacts, sincères et complets à CFI dans le cadre de la présente procédure de passation de contrat ;

1. reconnaît qu’il/elle peut être frappé de sanctions judiciaires, administratives et financières s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies.

En cas d'attribution du contrat, les éléments suivants doivent être fournis sur demande et dans le délai fixé par CFI :

Pour les cas mentionnés aux points a), b) et e), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent récent, délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance, faisant apparaître que les exigences concernées sont satisfaites[[6]](#footnote-7).

En ce qui concerne les situations décrites aux points a), b), d) et e), lorsqu'un document visé aux deux paragraphes ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration solennelle, faite par l'intéressé∙e devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

Si la société candidate est une personne morale, des renseignements concernant les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur cette personne morale ne doivent être fournis qu'à la demande de CFI.

1. déclare avoir pris connaissance des dispositions de la présente attestation et s’engage à s’y conformer.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom :  Prénom :  Fonction : | Date :  Signature : |

1. Un groupement d’opérateurs est un accord momentané entre des entreprises pour élaborer une offre commune en réponse à un contrat. Cet accord privé, qui s’organise dans le cadre de la liberté contractuelle, permet aux entreprises de s’organiser pour répondre ensemble à un contrat. [↑](#footnote-ref-2)
2. Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le contrat. [↑](#footnote-ref-3)
3. Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement est engagé pour la totalité du contrat. [↑](#footnote-ref-4)
4. Des attestations ou des courriers récents, émis par les autorités compétentes de l'État concerné, sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la société candidate est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. [↑](#footnote-ref-5)
5. À savoir les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques détenant, à titre individuel, la majorité des parts. [↑](#footnote-ref-6)
6. Si la société candidate est une personne morale et que le droit national du pays dans lequel il est établi ne prévoit pas la fourniture de tels justificatifs pour les personnes morales, ces documents sont demandés pour les personnes physiques, comme les chefs d'entreprise ou toute personne ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle de la société candidate. [↑](#footnote-ref-7)